



Conseil économique et social

Distr. générale
27 janvier 2023
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquante-sixième session

10-14 avril 2023

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat général : population, éducation et développement durable

Examen des programmes et interventions aux fins de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement pour ce qui concerne la population, l'éducation et le développement durable

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Déterminant clé du développement, l'éducation concerne les personnes de toutes les cohortes d'âge, tout au long de leur vie. Elle figure parmi les meilleurs prédicteurs de la santé et du bien-être de la population ainsi que de la croissance économique nationale. L'éducation des femmes et des filles, en particulier, contribue considérablement à la santé et à la survie des enfants, ainsi qu'à l'élimination des mariages d'enfants, des grossesses précoces et des grossesses non planifiées. Elle constitue un moyen essentiel de favoriser l'avancement économique et social des femmes. Le Sommet sur la transformation de l'éducation de 2022 a appelé l'attention sur les principaux défis à relever pour universaliser l'accès à l'enseignement secondaire, pour ne pas laisser de côté les personnes les plus défavorisées, pour améliorer la qualité de l'éducation et pour développer l'apprentissage tout au long de la vie. Dans le présent rapport, le Secrétaire général examine différents programmes visant à répondre à plusieurs de ces défis, s'agissant notamment d'améliorer les infrastructures et d'accroître le nombre d'enseignantes et enseignants qualifiés, de parvenir à l'égalité des genres à tous les niveaux de l'enseignement, de favoriser l'adoption de programmes d'enseignement sur la santé et la sexualité, de réduire la fracture numérique et de renforcer l'apprentissage tout au long de la vie chez les personnes âgées.

* E/CN.9/2023/1.



I. Introduction

1. En 1994, le Programme d'action adopté à l'issue de la Conférence internationale sur la population et le développement a mis l'accent sur le rôle central que joue l'accès universel à une éducation de qualité dans le développement durable, étant à la fois un élément du bien-être et une source de dignité personnelle et de pouvoir d'action qui permet aux personnes de revendiquer leurs droits et de faire des choix de vie. Ces valeurs ont été réaffirmées dans de nombreux accords, ainsi qu'au Sommet sur la transformation de l'éducation de 2022¹.

2. Dans le Programme d'action, la Conférence internationale sur la population et le développement a demandé l'élimination des inégalités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire et la mise en place d'un enseignement formel et informel sur les questions de population et de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive. Elle a affirmé qu'il était nécessaire de lutter contre les obstacles à l'éducation, en particulier dans les pays les moins avancés, avec l'aide de la communauté internationale.

3. Dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, les pays du monde entier ont accompli des progrès importants en matière de fréquentation des établissements primaires, y compris chez les filles, la parité des sexes ayant presque été atteinte dans ce domaine. S'inscrivant dans le prolongement de ces progrès, l'objectif de développement durable n° 4 met aussi l'accent sur l'enseignement secondaire universel, l'amélioration des méthodes pédagogiques et de la qualité de l'éducation et la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie.

4. L'éducation joue un rôle central dans la réalisation de la plupart des objectifs de développement durable². On estime que 420 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté (objectif 1) si tous les adultes terminaient leurs études secondaires³. L'éducation des filles constitue l'un des investissements les plus efficaces dans la perspective de l'avancement des femmes et de l'amélioration de la santé de la population, s'agissant notamment de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes (objectifs 3 et 5). L'éducation est un moyen d'améliorer l'employabilité (objectif 8), de faire évoluer les comportements pour parvenir à une consommation durable (objectif 12) et de faire mieux connaître les questions environnementales (objectifs 13 et 14). Plusieurs pays ont également pris acte de l'importance de l'éducation en ce qui concerne les connaissances sur l'eau (objectif 6) et sur l'efficacité énergétique (objectif 7), ainsi que du lien entre éducation, gouvernance et paix (objectif 16)⁴.

Des progrès insuffisants : la mise en œuvre du programme est inachevée

5. La réalisation de l'objectif de développement durable n° 4 (Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie) représente une tâche colossale. Malgré les progrès impressionnants qui ont été faits, près de la moitié des enfants n'étaient pas inscrits dans l'enseignement préprimaire pendant la dernière année scolaire avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). De même, 59 millions d'enfants en âge de fréquenter

¹ Voir, entre autres, la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement en Afrique après 2014, le Consensus de Montevideo sur la population et le développement et la Déclaration d'Incheon : Éducation 2030.

² A/70/1 ; <https://sdgs.un.org/fr/goals>.

³ Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), « La pauvreté mondiale pourrait être réduite de moitié si tous les adultes achevaient leurs études secondaires », 19 juin 2017.

⁴ UNESCO, *Au-delà des engagements : comment les pays mettent en œuvre l'ODD4* (Paris, 2019).

l'école primaire, 62 millions d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire et 138 millions de jeunes en âge de fréquenter le deuxième cycle du secondaire n'étaient pas scolarisés⁵. Ces chiffres avaient progressé au début des années 2000 mais se sont peu améliorés au cours de la dernière décennie⁶.

6. D'autres désavantages coïncident avec les profondes inégalités en matière d'éducation, de façon à faire perdurer une cascade d'inégalités au détriment des adolescentes, des personnes handicapées, des personnes vivant dans des zones reculées, des personnes d'origine africaine, des populations autochtones, des détenus et des personnes touchées par des crises humanitaires.

7. Les inégalités dont pâtissent les femmes et les filles sont particulièrement notables. Les filles représentent les trois quarts des enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne vont jamais à l'école, et elles rencontrent encore aujourd'hui plus d'obstacles que les garçons au niveau primaire. En 2018, parmi les enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire, on comptait à l'échelle mondiale environ 5,5 millions de filles de plus que de garçons et, en Afrique subsaharienne, 128 filles pour 100 garçons⁷. Les inégalités entre les genres observées dans les études secondaires et postsecondaires varient considérablement d'un pays à l'autre, mais demeurent un enjeu de la lutte menée autour des droits civils et politiques des femmes, comme par exemple aujourd'hui en Afghanistan. Chez les adultes, les lacunes en matière d'éducation touchent nettement plus les femmes, qui représentent les deux tiers des 770 millions d'adultes analphabètes dans le monde⁸.

8. L'insuffisance des taux de scolarisation est aggravée par de sérieux problèmes concernant les infrastructures, l'accès au numérique, le recours aux méthodes pédagogiques modernes et la disponibilité d'enseignantes et enseignants qualifiés. On estime à 69 millions le nombre d'enseignants supplémentaires qui serait nécessaires pour parvenir à la scolarisation universelle d'ici à 2030. Les résultats de l'apprentissage observés récemment font apparaître de nombreuses défaillances systémiques : dans les pays pauvres, on compte jusqu'à 70 % d'enfants incapables de lire un texte de base à l'âge de 10 ans⁹. De nombreuses écoles n'équipent tout simplement pas les jeunes des capacités de résolution de problèmes, des connaissances et compétences techniques ou des habitudes d'apprentissage dont ils auraient besoin pour prospérer dans un monde en mutation rapide ; de plus, beaucoup de jeunes n'ont pas accès à une éducation sanitaire et sont ainsi privés de compétences de la vie courante qui sont utiles à l'autonomie en matière de santé reproductive, d'établissement de relations et de normes de genre équitables.

9. La pandémie de COVID-19 a à la fois aggravé et mis en lumière la crise de l'éducation. Les fermetures d'écoles prolongées dues à la pandémie ont touché la majorité des élèves dans le monde et ont ralenti les efforts déployés pour parvenir à la scolarisation universelle¹⁰. Les incidences à long terme ne sont pas claires, mais les données préliminaires donnent à penser que cette perturbation a nui aux résultats de l'apprentissage, en particulier dans les communautés vulnérables et défavorisées. Dans beaucoup de cas, la pandémie a également contribué à faire diminuer le budget

⁵ Voir <https://uis.unesco.org/fr/topic/enfants-et-jeunes-non-scolarises>.

⁶ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021-2022, Les acteurs non étatiques dans l'éducation : Qui décide ? Qui est perdant ?* (Paris, 2021).

⁷ Voir <https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/Goal-04/>.

⁸ Voir <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/education/>.

⁹ Institut de statistique de l'UNESCO, « Plus de la moitié des enfants et des adolescents n'apprennent pas dans le monde », fiche d'information n° 46 septembre 2017.

¹⁰ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2022* (voir note de bas de page n° 6).

de l'éducation, portant un coup sévère à l'action menée pour atteindre l'objectif de développement durable n° 4 d'ici à 2030¹¹.

II. Pourquoi l'éducation compte

10. On ne saurait trop insister sur les effets favorables de l'éducation, en particulier de l'enseignement secondaire, sur le développement économique. Une étude portant sur 146 pays a fait apparaître une augmentation de 5 % à 12 % de la croissance économique pour chaque année supplémentaire de scolarisation de la population entre 1950 et 2010¹². Une autre étude a montré que l'accroissement du niveau d'instruction expliquait environ 50 % de la croissance économique enregistrée : 2,1 % par an en moyenne dans 30 pays entre 1960 et 2008, plus de la moitié de ce taux étant attribuable à l'amélioration du niveau d'instruction des femmes¹³. Les études plus récentes ont fait ressortir que les résultats de l'apprentissage étaient associés à la croissance économique plus étroitement encore que le niveau d'instruction.

11. Les pays dont la structure par âge se caractérise par une forte proportion de jeunes peuvent bénéficier d'un dividende démographique grâce à une baisse de la fécondité, mais seulement si la transition démographique coïncide avec des investissements importants dans le capital humain, notamment dans l'éducation¹⁴. Dans les pays à la population vieillissante, un deuxième dividende démographique n'est possible que si les habitantes et habitants ont bénéficié tout au long de leur vie d'une bonne santé et de possibilités d'apprentissage de façon à avoir accumulé des richesses et à pouvoir s'investir dans la société en tant qu'entrepreneurs, mentors et dirigeants. Le premier et le deuxième dividende démographique sont indissociables et supposent tous deux que chacun et chacune ait accès à l'éducation.

12. L'éducation renforce la capacité d'agir des femmes car elle leur confère une plus grande autonomie dans la prise de décisions et un plus grand pouvoir d'action, même dans les cas où les normes de genre sont restrictives¹⁵. Elle constitue l'un des outils les plus puissants pour réduire le risque que les filles et les femmes soient victimes de pratiques néfastes ou de violences de genre. Les filles peu ou pas instruites ont trois fois plus de chances de se marier avant l'âge de 18 ans que celles ayant fait des études secondaires ou supérieures¹⁶, et les femmes qui ont fait au moins des études secondaires sont moins susceptibles de subir des violences. Cela s'explique en partie par les effets parallèles de l'éducation sur les hommes, ces derniers étant moins susceptibles de commettre des violences s'ils ont fait au moins des études secondaires¹⁷.

13. L'éducation contribue à la santé des familles de plusieurs manières. Les femmes instruites sont plus susceptibles d'avoir accès à des moyens de contraception modernes et de les utiliser, de planifier le moment de la naissance de leurs enfants et de faire appel à des accoucheuses ou accoucheurs qualifiés ; elles subissent moins de complications lors de l'accouchement et présentent une mortalité maternelle plus

¹¹ Jasmine De Leon, « 7 things we learned about COVID's impact on education from survey of 800 schools », *The 74*, 19 juillet 2022.

¹² Gene B. Sperling et autres, *What Works in Girls' Education: Evidence for the World's Best Investment* (Washington, D.C., Brookings Institution Press, 2016).

¹³ Ibid.

¹⁴ *Global Population Growth and Sustainable Development* (publication des Nations Unies, 2021).

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Voir <https://www.unfpa.org/fr/icpd/education-health>.

¹⁷ Zonta International, « Addressing gender-based violence through education », 24 novembre 2020.

faible^{18, 19, 20}. Une éducation sexuelle complète réduit les risques de grossesse précoce ou non planifiée, accroît les compétences de négociation des jeunes en matière de relations et réduit considérablement leurs risques de contracter des infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH^{21, 22}.

14. L'éducation des femmes améliore la santé de la population, comme le font apparaître très clairement ses effets spectaculaires sur le recours des femmes aux soins, qui améliorent à la fois leur propre santé et celle de leurs enfants (voir [E/CN.9/2023/2](#)). Les femmes qui ont terminé l'école primaire sont plus susceptibles de chercher à obtenir des soins de santé pour leurs enfants : les taux de vaccination et la nutrition des enfants s'améliorent avec le niveau d'instruction des femmes²³, ce qui a une incidence directe sur la survie des enfants. En Afrique subsaharienne, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est près de deux fois plus élevé chez les mères sans instruction que chez celles qui ont terminé l'école secondaire²⁴. L'éducation des hommes y contribue également, mais dans une moindre mesure. Si tous les hommes et toutes les femmes faisaient des études secondaires, on estime que la mortalité des enfants de moins de 5 ans diminuerait de 5 % à l'échelle mondiale²⁵.

15. Sur le marché du travail, l'éducation élargit l'accès des femmes aux emplois du secteur formel, réduit le nombre d'emplois vulnérables et les inégalités salariales entre les genres²⁶. Cela est particulièrement crucial pour les femmes qui vivent dans des pays à faible revenu, où elles occupent une part disproportionnée des emplois vulnérables sans avantages sociaux. L'éducation est également associée au vieillissement en bonne santé, bien que ses effets à long terme en la matière soient difficiles à distinguer du reste de ses très nombreuses conséquences (voir [E/CN.9/2023/2](#))²⁷.

16. Pour les enfants handicapés, la scolarisation n'est pas seulement un moyen d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour prospérer, mais également une voie d'accès à une éducation spécialisée en milieu scolaire et un moyen de protection contre l'isolement²⁸. Pour les personnes autochtones, l'éducation est un outil puissant en faveur de l'inclusion et de l'équité. Dans les situations de crise humanitaire ou dans les populations déplacées, elle peut jouer un rôle vital en créant une certaine normalité et en protégeant le bien-être émotionnel des enfants²⁹. Parmi

¹⁸ Caroline H. Bledsoe et autres (dir.), *Critical Perspectives on Schooling and Fertility in the Developing World* (Washington, National Academies Press, 1999).

¹⁹ Jahar Bhownik, Raaj Kishore et Nurjahan Ananna, « Women's education and coverage of skilled birth attendance: an assessment of Sustainable Development Goal 3.1 in the South and Southeast Asian region », *PLoS One*, vol. 15, n° 4, article n° e0231489 (2020).

²⁰ Abigail Weitzman, « The effects of women's education on maternal health: evidence from Peru », *Social Science and Medicine*, vol. 180 (mai 2017).

²¹ UNESCO et autres, *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : une approche factuelle* (Paris, UNESCO, 2018).

²² Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), *Évaluation des programmes d'éducation complète à la sexualité : une approche centrée sur les résultats en matière d'égalité des genres et d'autonomisation* (New York, 2015).

²³ UNESCO, *Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous* (Paris, 2014).

²⁴ Sperling et autres, *What Works in Girls' Education* (voir note de bas de page n° 12).

²⁵ UNESCO, *Enseigner et apprendre*.

²⁶ Sperling et autres, *What Works in Girls' Education* (voir note de bas de page n° 12).

²⁷ Stephanie R. Psaki et autres, « Does education improve health in low- and middle-income countries? Résultats d'un examen systématique », *Mémoire de recherche du Centre GIRL*, n° 5 (New York, Population Council, 2019).

²⁸ UNICEF, *Seen, Counted, Included: Using Data to Shed Light on the Well-Being of Children with Disabilities* (New York, 2021).

²⁹ Nancy Kanwal, « The protective role of education », *Éducation sans délai*, avril 2019.

les personnes détenues, celles qui suivent un enseignement en prison ont un taux de récidive nettement inférieur et plus de chances de trouver un emploi à leur sortie³⁰.

17. Dans le cadre de la cinquante-sixième session de la Commission de la population et du développement, le présent rapport appelle l'attention sur différents programmes en faveur de l'éducation et du développement durable. Les interventions y sont évaluées au regard de leur impact, de façon à mettre en évidence les programmes dans lesquels il conviendrait d'investir davantage. Le présent rapport est à lire en complément du rapport du Secrétaire général sur la population, l'éducation et le développement durable ([E/CN.9/2023/2](#)).

III. Améliorer la scolarisation et les résultats de l'apprentissage

18. Les gouvernements et les partenaires de développement mettent en œuvre un large éventail de mesures pour améliorer la scolarisation et les résultats de l'apprentissage. Les programmes centrés sur les enfants s'adressent directement à ces derniers, afin d'améliorer leur capacité de bénéficier de la scolarité ou de les inciter à y consacrer leurs efforts. Il s'agit notamment de programmes de repas scolaires et de bourses en faveur de la santé ou de bourses de mérite octroyées au niveau des écoles. Les interventions au niveau des ménages visent à éliminer les obstacles financiers à l'éducation, pour inciter les ménages à investir dans l'éducation de leurs enfants. Elles comprennent des transferts en espèces conditionnels et inconditionnels et des interactions ciblées avec les parents. Les interventions au niveau des écoles sont axées sur les infrastructures, l'enseignement et l'environnement d'apprentissage. Il s'agit notamment d'investissements dans la construction d'écoles et l'acquisition de matériel, de mesures de formation et de rétention des enseignants et d'activités pédagogiques.

Éducation et protection de la petite enfance

19. La cible 4.2 associée aux objectifs de développement durable et les indicateurs 4.2.1 et 4.2.2 témoignent d'un engagement mondial en faveur de l'éducation et de la protection universelles de la petite enfance. Les services d'éducation et de protection de la petite enfance, qui concernent la période allant de la naissance à l'âge de 8 ans, tirent parti d'une période particulièrement riche du développement cérébral pour façonner le développement global de l'enfant³¹. Ils jettent les bases de la santé, de l'apprentissage socioémotionnel et de la productivité économique de l'individu pour toute la vie. D'après les données relatives aux programmes, ces services semblent constituer l'un des meilleurs investissements qu'un pays puisse faire pour devenir une société qui facilite l'apprentissage tout au long de la vie et pour favoriser un développement durable. Ils dégagent également du temps pour les parents (en particulier pour la mère), qui peuvent le consacrer au travail formel, d'où des gains économiques pour les familles et le pays.

20. Malgré les données qui attestent de leurs différents avantages sociaux et économiques, l'éducation et la protection de la petite enfance est sous-financée dans les budgets de l'éducation de nombre de pays, problème qui s'accompagne d'une exclusion très marquée des groupes marginalisés. Par exemple, seulement 3 % de l'aide au développement fournie aux pays touchés par une crise et 2 % des fonds alloués à l'aide humanitaire sont consacrés à des programmes ou services de qualité

³⁰ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020 : Inclusion et éducation : tous, sans exception* (Paris, 2020).

³¹ UNESCO, « Ce qu'il faut savoir sur l'éducation et la protection de la petite enfance », 27 janvier 2023.

pour la petite enfance³². En 2019, à l'échelle mondiale, 75 % des enfants étaient inscrits dans l'enseignement préprimaire un an avant l'âge officiel d'entrée à l'école primaire, alors qu'en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, cette proportion était d'environ 50 %. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les différences de taux de fréquentation font ressortir des écarts énormes entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les ménages du quintile le plus pauvre par rapport à ceux du quintile le plus riche.

21. Les organisations Plan International et Equimundo proposent des programmes qui promeuvent la participation des hommes au développement des jeunes enfants, laquelle a des effets positifs considérables sur la santé et le développement des enfants, des pères et de leurs partenaires³³. Les programmes d'éducation et de protection de la petite enfance qui favorisent la participation des pères renforcent les liens entre ces derniers et leurs enfants et favorisent l'égalité des genres dans la parentalité.

22. Les interventions qui intègrent protection et soins bienveillants – santé, nutrition, sûreté et sécurité, soins attentifs et apprentissage précoce – peuvent atténuer de nombreux risques qui pèsent sur le développement³⁴. On peut citer le programme « Educa a tu Hijo » à Cuba, intervention fondée sur la communauté locale et centrée sur la famille qui a pour objectif de développer et d'améliorer la communication émotionnelle, l'intelligence, le langage, le développement moteur, la santé et la nutrition des enfants jusqu'à l'âge de 6 ans³⁵. Actuellement, ce programme compte pour deux tiers dans les quelque 700 000 enfants cubains de moins de 6 ans qui sont bénéficiaires de services d'éducation et de protection de la petite enfance, et les enfants qui y participent obtiennent de meilleurs résultats dans tous les domaines du développement³⁶. Des programmes similaires existent aujourd'hui au Brésil, au Chili, en Équateur et dans la République bolivarienne du Venezuela.

23. Au Mozambique, le Ministère de l'éducation collabore avec l'organisation Save the Children pour promouvoir un programme préscolaire fondé sur les communautés locales qui a donné d'excellents résultats en ce qui concerne la préparation à l'école et la facilitation de l'entrée à l'école primaire³⁷. Les collectivités fournissent des terrains et de la main-d'œuvre pour construire des salles de classe et s'engagent à créer un comité chargé de la gestion des écoles maternelles. Selon les évaluations, ce programme a fait augmenter les inscriptions dans l'enseignement préprimaire de 43,9 % chez les enfants âgés de 3 à 4 ans, les scores de développement cognitif de 14,6 % et les inscriptions dans l'enseignement primaire de 10,2 %. Les interventions couronnées de succès dans le domaine de l'éducation et de la protection de la petite enfance se caractérisent par certaines composantes clés : un dialogue est engagé avec les ménages à un stade précoce, des efforts sont déployés pour améliorer les pratiques parentales et l'accent est mis sur le partage des responsabilités entre l'État, les communautés et les familles.

³² Voir www.unesco.org/en/education/early-childhood.

³³ Promundo et Plan International, *Promoting Men's Engagement in Early Childhood Development: A Programming and Influencing Package* (2021).

³⁴ Pia R. Britto et autres, « Nurturing care: promoting early childhood development », *The Lancet*, vol. 389, n° 10064 (janvier 2017).

³⁵ Early Learning Partnership, « Promising approaches in early childhood development: early childhood development interventions from around the world », mars 2017.

³⁶ Voir www.unicef.org/cuba/en/quality-early-childhood-education.

³⁷ Early Learning Partnership, « Promising approaches in early childhood development ».

Enseignement primaire et secondaire

24. La scolarisation dans le primaire et le secondaire n'a guère évolué au cours de la dernière décennie, et la réduction des écarts de scolarisation entre les sexes stagne depuis 2012 en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et en Asie occidentale³⁸. Il est essentiel de promouvoir le respect des critères d'âge prévus pour le début et la fin de la scolarisation (indicateur 4.1.5 relatif aux objectifs de développement durable)³⁹, sachant qu'une inscription tardive à l'école retarde l'achèvement des études. Les mesures clés permettant d'accroître la scolarisation sont les suivantes : rendre l'enseignement obligatoire, comme c'est le cas dans 159 pays⁴⁰ ; garantir la gratuité de l'enseignement jusqu'au niveau secondaire ; créer des programmes de repas scolaires dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire ; améliorer les infrastructures et la pédagogie ; éliminer les obstacles qui privent d'éducation les filles enceintes, les jeunes parents, les enfants handicapés, les migrants, les réfugiés ou les enfants déplacés.

Baisser le coût de la scolarité

25. Les interventions les plus efficaces en faveur de la scolarisation sont celles qui réduisent le coût de la scolarité⁴¹. Seulement 53 % des pays garantissent un enseignement gratuit jusqu'à l'école secondaire⁴². Aussi importantes soient-elles, les politiques de réduction des frais de scolarité doivent s'accompagner de mesures qui ciblent les coûts indirects (achat d'uniformes scolaires, transport vers l'école, etc.) et de programmes qui préparent les écoles à l'augmentation des effectifs en garantissant la disponibilité des infrastructures, du matériel et du soutien pédagogique nécessaires. Sans de tels programmes, l'augmentation du ratio élèves-enseignants ou élèves-matériel peut faire baisser la qualité de l'enseignement, entraînant des abandons scolaires ou une diminution de la scolarisation. Lorsque le Kenya a supprimé les frais de scolarité, l'augmentation soudaine de la taille des classes a détérioré les conditions d'enseignement et d'apprentissage, et les familles disposant des moyens nécessaires ont inscrit leurs enfants dans des écoles privées⁴³.

26. Afin d'évaluer les avantages de la gratuité de l'enseignement secondaire, une étude menée au Ghana a suivi pendant huit ans des élèves auxquels des bourses d'études secondaires avaient été fournies de manière aléatoire. Ces bourses ont permis d'améliorer le niveau d'instruction, les connaissances, les compétences et les comportements sanitaires, tout en réduisant la fécondité⁴⁴. À l'âge de 25 ans, la probabilité d'avoir terminé l'école secondaire était supérieure de 55 % chez les boursiers, qui obtenaient en outre des résultats nettement meilleurs en lecture et en mathématiques. Le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur était supérieur de 30 % chez les boursiers ; les femmes boursières avaient moins d'enfants et leur taux d'inscription dans l'enseignement supérieur était presque deux fois plus élevé.

³⁸ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2022 : rapport sur l'égalité des genres, approfondir le débat sur les enfants et les jeunes encore laissés de côté* (Paris, 2022).

³⁹ Voir https://tcg.uis.unesco.org/wp-content/uploads/sites/4/2020/09/SDG4_indicator_list.pdf.

⁴⁰ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2022* (voir note de bas de page n° 6).

⁴¹ Ibid.

⁴² Ibid.

⁴³ Birte Snilstveit et autres, *Interventions for Improving the Access to Education in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review* (Londres, International Initiative for Impact Evaluation, 2015).

⁴⁴ Esther Duflo, Pascaline Dupas et Michael Kremer, *The Impact of Free Secondary Education: Experimental Evidence from Ghana*, NBER Working Paper No. 28937 (Cambridge, Massachusetts, National Bureau of Economic Research, 2021).

Parmi les élèves admis dans des filières professionnelles, les boursiers avaient à 25 ans un revenu supérieur de 19 % à celui des autres jeunes du même âge⁴⁵.

27. Les données disponibles montrent que les transferts en espèces ont systématiquement des effets positifs sur tous les résultats relatifs à la scolarisation, notamment en matière d'inscriptions, de fréquentation, de rétention, de progression scolaire et d'achèvement de la scolarité, mais non sur les résultats de l'apprentissage^{46,47}. Différents facteurs influent sur les résultats des programmes, à savoir notamment le montant des transferts par rapport à l'âge de l'enfant, la question de savoir si les fonds sont versés au ménage, à la mère ou à l'élève et la qualité de l'éducation disponible.

28. Les programmes qui sont explicitement soumis à des conditions et qui permettent de vérifier le respect de ces conditions et de sanctionner leur non-respect ont des effets nettement plus importants que ceux qui ne sont assortis d'aucune condition ou qui ne prévoient pas de contrôle. Dans l'expérience de transferts en espèces menée à Zomba (Malawi), la probabilité de scolarisation a augmenté de 60 % chez les filles qui ont fait l'objet d'un contrôle du respect des conditions et de sanctions en cas de non-respect, contre 18 à 25 % chez celles qui ont reçu des transferts inconditionnels ou qui n'ont pas fait l'objet d'un tel contrôle⁴⁸.

29. Le programme colombien Más Familias en Acción (Plus de familles en action) bénéficie à 2,7 millions de familles pauvres. Les transferts en espèces sont conditionnés par la fréquentation scolaire des enfants et l'utilisation des services de santé. Il est destiné aux familles pauvres appartenant à des populations autochtones ou déplacées et ayant des enfants de moins de 18 ans⁴⁹. Une évaluation de ce programme a fait apparaître qu'il n'avait pas fait augmenter le taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 13 ans car ce taux était déjà élevé (supérieur à 90 %). Cependant, pour la tranche d'âge des 14-17 ans, la scolarisation avait augmenté de 14 % dans les zones urbaines⁵⁰.

30. Les programmes de bourses d'études peuvent bénéficier à tous les élèves en facilitant la fréquentation scolaire en période de choc économique, comme en Indonésie pendant la crise financière asiatique ou encore chez les élèves à faibles revenus au Cambodge ou les filles dans l'ouest du Kenya⁵¹. Le programme de bourses d'études au Cambodge du Fonds japonais pour la réduction de la pauvreté, qui octroyait des bourses aux filles de sixième année (la dernière année de l'école primaire), a permis d'augmenter d'environ 30 % leurs taux d'inscription et de fréquentation dans le secondaire. Les effets étaient les plus importants chez les personnes les plus défavorisées : les filles des ménages et des ménages dont les parents avaient un faible niveau d'instruction et celles qui vivaient loin d'une école secondaire⁵².

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Snilstveit et autres, *Interventions for Improving the Access to Education* (voir note de bas de page n° 43).

⁴⁷ Si la qualité de l'éducation est faible, l'impact sur les résultats de l'apprentissage est limité.

⁴⁸ Sperling et autres, *What Works in Girls' Education* (voir note de bas de page n° 12).

⁴⁹ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020* (voir note de bas de page n° 30).

⁵⁰ Orazio Attanasio et autres, *Baseline Report on the Evaluation of Familias en Acción* (Londres, Institute for Fiscal Studies, 2004).

⁵¹ Snilstveit et autres, *Interventions for Improving the Access to Education* (voir note de bas de page n° 43).

⁵² Sperling et autres, *What Works in Girls' Education* (voir note de bas de page n° 12).

Amélioration des infrastructures et de l'accès géographique

31. L'insuffisance des infrastructures scolaires est un obstacle majeur à une éducation universelle de qualité. Par exemple, en Afrique subsaharienne, les établissements d'enseignement secondaire ne suffisent actuellement à accueillir que 36 % des élèves remplissant les critères d'admissibilité⁵³. Parmi les interventions utiles, on peut citer la construction d'écoles, y compris d'écoles communautaires, et l'augmentation de l'échelle et de l'accessibilité de l'apprentissage en ligne⁵⁴. La proximité géographique des écoles est cruciale, surtout pour les enfants les plus jeunes. Lorsque le nombre d'écoles primaires a doublé en cinq ans en Éthiopie, on a constaté une hausse généralisée des taux de scolarisation, en particulier chez les filles⁵⁵. Des études ont également montré que la présence d'une école secondaire à proximité augmentait la probabilité que les élèves achèvent leur scolarité primaire⁵⁶.

32. Grâce à la disponibilité croissante des données démographiques géospatiales, qui ont été collectées pour la première fois dans la plupart des pays lors du cycle de 2020 de recensement de la population et des logements, les États disposent d'un nouvel outil pour optimiser l'emplacement des écoles. En combinant ces données démographiques géoréférencées avec les emplacements géolocalisés des écoles, les autorités peuvent estimer la distance que les enfants doivent parcourir pour se rendre à l'école, prévoir la croissance démographique au niveau local et planifier l'emplacement des écoles en conséquence.

33. La création d'écoles communautaires dans les zones reculées permet d'augmenter le nombre d'élèves inscrits et d'améliorer les résultats obtenus. Par exemple, dans les zones reculées de la province du Baloutchistan, au Pakistan, les écoles communautaires ont permis de scolariser 87 % des filles, alors que la moyenne provinciale était de 18 %. Au Bangladesh, les écoles communautaires gérées par le comité national d'action rurale comptent pour 50 % dans la scolarisation dans les zones rurales et ont permis d'augmenter le nombre d'élèves inscrits, la fréquentation scolaire et le taux d'achèvement de la scolarité⁵⁷. Selon une étude menée dans 16 pays d'Afrique, les écoles communautaires permettent d'accroître les taux d'inscription et de rétention, ainsi que la qualité de l'éducation, et affichent en moyenne des taux d'abandon plus faibles. Dans la région de la Haute-Égypte, une initiative conjointe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Ministère égyptien de l'éducation a permis de créer des écoles communautaires par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales (ONG) locales, ce qui a eu pour effet d'améliorer l'accès des filles à l'enseignement primaire dans les hameaux ruraux, ainsi que les résultats scolaires en général, 97 % des élèves concernés de cinquième année ayant réussi les examens nationaux, contre 73 % des élèves des écoles publiques. Au vu du succès du programme, le Gouvernement applique les enseignements tirés de cette expérience à ses écoles publiques⁵⁸.

Écoles à double vacation

34. L'insuffisance des infrastructures scolaires a incité des États à recourir au système à double vacation pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves. Dans

⁵³ Africa-America Institute, « State of education in Africa report 2015: a report card on the progress, opportunities and challenges confronting the African education sector », 2015.

⁵⁴ Selon la définition de l'UNESCO, les écoles communautaires sont des écoles qui sont ouvertes en dehors des heures ordinaires de cours pour pouvoir être utilisées par les élèves, leurs parents et les membres de l'ensemble de la population locale.

⁵⁵ Sperling et autres, *What Works in Girls' Education* (voir la note de bas de page n° 12).

⁵⁶ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2022* (voir la note de bas de page n° 6).

⁵⁷ Sperling et autres, *What Works in Girls' Education* (voir note de bas de page n° 12).

⁵⁸ Ibid.

ce système, deux groupes d'élèves fréquentent le même établissement : l'un le matin et l'autre l'après-midi ou le soir. Cette pratique est répandue en Amérique latine et en Afrique. Elle constitue un moyen de réduire le surpeuplement, d'optimiser l'utilisation de ressources limitées, de permettre aux élèves qui travaillent de fréquenter l'école le soir et d'accroître les revenus des enseignants. La double vacation est particulièrement utile si le système scolaire d'un pays reçoit un afflux d'élèves déplacés. En Jordanie et au Liban, par exemple, les établissements à double vacation ont été essentiels pour permettre aux enfants syriens d'accéder à l'éducation.

35. Cependant, si certains élèves passent moins de temps en classe que d'autres, cela risque de peser sur leur apprentissage, et si les établissements à double vacation accueillent des populations principalement pauvres, cela risque de creuser les inégalités⁵⁹. Les résultats sont meilleurs si le système scolaire compense la réduction du temps d'enseignement et d'apprentissage, par exemple en prolongeant l'année scolaire ou en ajoutant des heures de cours aux horaires ordinaires, en organisant des cours d'été ou en adoptant des méthodes d'apprentissage à distance, y compris l'apprentissage autodirigé.

Enseignement supérieur

36. C'est l'enseignement supérieur qui a les retombées économiques les plus importantes sur les personnes qui achèvent des études, faisant augmenter leurs revenus de 17 %, contre 10 % pour l'enseignement primaire et 7 % pour l'enseignement secondaire⁶⁰. Toutefois, la qualité, la pertinence et l'accessibilité financière des établissements d'enseignement supérieur varient considérablement au sein de chaque pays et d'un pays à l'autre.

37. Au niveau mondial, le nombre de personnes faisant des études supérieures a atteint 236 millions en 2020 (123 millions de femmes et 113 millions d'hommes), soit plus de deux fois plus qu'en 2000⁶¹. Malgré cette augmentation, le taux d'inscription global (indicateur 4.3.2 relatif aux objectifs de développement durable)⁶² n'est que d'environ 40 %, allant de 9 % en Afrique subsaharienne à 80 % en Europe et en Amérique du Nord. Bien qu'il augmente en chiffres absolus, le nombre de personnes accédant à l'enseignement supérieur reste faible parmi les groupes de population les plus vulnérables. Par exemple, seulement 5 % des réfugiés remplissant les critères d'admissibilité sont inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur⁶³.

38. Dans toutes les régions à l'exception de l'Afrique subsaharienne, les femmes sont désormais plus nombreuses que les hommes à s'inscrire dans l'enseignement supérieur. Au niveau mondial, le ratio femmes-hommes des inscriptions dans l'enseignement supérieur était de 114 pour 100 en 2020. En Afrique subsaharienne, on compte 78 femmes inscrites pour 100 hommes⁶⁴.

39. La demande d'un enseignement supérieur de qualité continuera d'augmenter dans différentes régions comme l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest, l'Amérique latine et l'Asie du Sud, en raison de l'augmentation spectaculaire des taux d'obtention de diplômes de l'enseignement secondaire⁶⁵, ainsi que de la croissance démographique en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. En

⁵⁹ Toby Linden, « Double-shift secondary schools: possibilities and issues », Human Development Network, Secondary Education Series, document de travail n° 22861 (Washington, Banque mondiale, 2001).

⁶⁰ Voir www.worldbank.org/en/topic/tertiaryeducation.

⁶¹ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2022* (voir note de bas de page n° 6).

⁶² Voir note de bas de page n° 39.

⁶³ UNESCO, « Ce qu'il faut savoir sur l'enseignement supérieur » (voir note de bas de page n° 31).

⁶⁴ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2022* (voir note de bas de page n° 38).

⁶⁵ Voir www.worldbank.org/en/topic/tertiaryeducation (voir note de bas de page n° 60).

Afrique, le développement de l'enseignement supérieur, en particulier au niveau du doctorat, résulte en partie de la pression exercée au niveau national pour améliorer les qualifications du personnel qui y travaille⁶⁶. En Afrique du Sud, le Gouvernement s'est fixé pour objectif de parvenir à 75 % de titulaires de doctorats parmi les professeurs permanents des universités d'ici à 2030. Au Sénégal, le doctorat est devenu obligatoire pour tous les enseignants-chercheurs des universités publiques dans le cadre de la réforme « licence-maîtrise-doctorat » de 2012.

40. Les programmes qui proposent des services d'orientation et de conseil sont essentiels pour mettre en lien les élèves issus de groupes défavorisés avec les établissements d'enseignement supérieur et les y préparer. Aux États-Unis d'Amérique, les étudiants qui bénéficient de services de conseil personnalisés sont plus de trois fois plus susceptibles que les autres d'aller à l'université et près de sept fois plus susceptibles de demander une aide financière. De plus en plus de programmes utilisent avec succès les modèles virtuels et les échanges de conseils entre pairs. Par exemple, l'organisation College Possible propose des conseils par téléphone, par SMS ou par courrier électronique dans le cadre de ses programmes. L'organisation College Advising Corps organise des séances de visioconférence, et un programme de la ville de New York fait intervenir des étudiants universitaires en tant que quasi-pairs⁶⁷.

41. Il est économiquement efficace de recourir à des mécanismes de financement bien conçus, qui peuvent faire augmenter considérablement le nombre de personnes inscrites et de personnes diplômées ; les prêts étudiants, les bourses et les subventions sont des instruments de financement courants à cet égard. En Colombie, le programme ACCES, qui est financé par la Banque mondiale, a accordé des prêts liés aux études supérieures à 400 000 étudiants issus de localités mal desservies entre 2012 et 2017, faisant passer la proportion d'étudiants issus de milieux défavorisés de 58 à 64 ; les femmes représentaient 57 % des bénéficiaires⁶⁸.

42. L'impact social et économique de la dette étudiante suscite des inquiétudes⁶⁹. Une réforme prometteuse consiste à fonder les montants des remboursements sur le revenu plutôt que sur des critères temporels. De plus en plus de pays appliquent un système de remboursement entièrement ou partiellement déterminé par les revenus, à savoir notamment l'Afrique du Sud, l'Australie, l'Éthiopie, les États-Unis d'Amérique, la Hongrie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République de Corée et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord^{70, 71}.

43. Les apprentissages permettent de dispenser un enseignement et une formation techniques et professionnels en dehors des établissements éducatifs, de répondre aux pénuries de compétences et de favoriser la transition de l'école au travail ainsi que l'emploi des jeunes⁷². Des apprentissages ont été proposés de façon ciblée dans le cadre du Plan de réponse jordanien à la crise syrienne pour 2018-2022, Provision of technical and vocational education and training for Jordanian and Syrian Youth⁷³ (Enseignement et formation techniques et professionnels à l'intention des jeunes jordaniens et syriens), permettant à des centaines de jeunes d'obtenir un diplôme et à

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2022* (voir note de bas de page n° 38).

⁶⁸ Banque mondiale, « Increasing Access to Tertiary Education for Disadvantaged Youth in Colombia », 18 décembre 2020.

⁶⁹ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2022* (voir la note de bas de page n° 6).

⁷⁰ Système où le montant des paiements réguliers (par exemple mensuels) dépend des revenus de l'emprunteur.

⁷¹ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2022* (voir note de bas de page n° 6).

⁷² UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2022* (voir note de bas de page n° 38).

⁷³ Voir <https://en.unesco.org/fieldoffice/amman/TVET-Higher-Education>.

500 réfugiés syriens et femmes jordaniennes vulnérables d'acquérir des compétences de la vie courante et de suivre une formation à l'entrepreneuriat⁷⁴. L'enseignement et la formation techniques et professionnels favorisent l'inclusion et la croissance économiques, comme le montrent les données disponibles, mais restent sous-financés, en particulier dans les pays à faible revenu, où seulement 1 % des jeunes en bénéficient⁷⁵.

Transition numérique

44. Il est d'une importance mondiale de garantir que tous les apprenants disposent des compétences numériques nécessaires pour réussir dans le monde d'aujourd'hui. La pandémie de COVID-19 a toutefois jeté une lumière crue sur les inégalités numériques. En collaboration avec des partenaires du secteur privé, l'initiative « Project Connect » de l'UNICEF cartographie la connectivité en temps réel de toutes les écoles du monde, afin de recenser celles qui sont à la traîne et d'aider les États à les relier à Internet. Le projet a permis de géoréférencer 2,1 millions d'écoles sur les 6 millions qui existent dans le monde, selon les estimations, de réunir des informations sur la connectivité de 332 000 écoles dans 43 pays et de constater que seule la moitié d'entre elles disposent d'une connexion à Internet.

45. Les femmes et les filles sont particulièrement touchées par la fracture numérique. Les femmes sont 21 % moins susceptibles que les hommes d'utiliser Internet à l'échelle mondiale – et même deux fois moins que les hommes dans les pays les moins avancés⁷⁶. Cette exclusion numérique n'empêche pas seulement les femmes d'accéder à l'éducation en ligne, mais également de participer à l'économie numérique, ce qui entrave lourdement la croissance économique. Sur la base de données provenant de 32 pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur qui représentaient 70 % du produit intérieur brut (PIB) total des pays de ces catégories, Alliance for Affordable Internet a estimé que les pays en question avaient perdu au total plus de 1 000 milliards de dollars de PIB entre 2011 et 2020 en raison de l'exclusion des femmes du monde numérique, et que cette perte devrait dépasser 1 500 milliards de dollars d'ici à 2025⁷⁷.

46. De nombreuses initiatives d'ONG visent à réduire la fracture numérique entre les genres. Le programme « Girls Who Code » a dispensé une formation à 500 000 filles aux États-Unis, au Canada et en Inde dans le cadre de l'initiative « Clubs », d'un programme d'été d'immersion virtuelle et des activités de l'initiative « Code From Home »⁷⁸. Le fonds #eSkills4Girls fournit des ressources financières à des initiatives locales proposant des formations axées sur les compétences et tenant compte des questions de genre dans différents pays du Sud. Avec le soutien financier d'Intel, de Prada et d'autres partenaires, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) renforce également les compétences numériques des filles aux fins de l'apprentissage en faisant intervenir des mentors et des femmes pouvant servir de modèles⁷⁹.

Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques

47. L'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques est essentiel pour former une main-d'œuvre qui saura tirer parti des

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2022* (voir note de bas de page n° 38).

⁷⁶ Alliance for Affordable Internet, « The costs of exclusion: economic consequences of the digital gender gap », 2021.

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Voir <https://girlswhocode.com/2021report/#work>.

⁷⁹ Voir www.unesco.org/fr/gender-equality/education/stem.

nouvelles technologies et relever les défis mondiaux complexes d'aujourd'hui et de demain⁸⁰. Pour permettre à toutes et à tous d'accéder aux métiers axés sur la résolution de problèmes, il faut garantir un accès équitable à l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. Les filles et les femmes restent toutefois sous-représentées dans ces études et dans ces carrières. Dans l'enseignement supérieur, les étudiantes ne représentent que 35 % des personnes inscrites dans les domaines d'études liés aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques à l'échelle mondiale⁸¹, et elles sont particulièrement sous-représentées dans les domaines de l'ingénierie, de la fabrication et de la construction, des mathématiques et des statistiques.

48. L'UNESCO fait appel à des mentors et à des modèles pour accroître la participation des femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques⁸², en s'appuyant sur des partenariats nationaux avec Airbus, HNA, Intel, L'Oréal, Prada et WomEng. Au Kenya, l'ONU a estimé que les camps scientifiques d'excellence organisés chaque année pour permettre à des filles de participer à des activités de mentorat dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques⁸³ constituaient une bonne pratique qui méritait d'être reproduite et étendue.

Améliorer la formation du personnel enseignant et les méthodes pédagogiques

49. À l'échelle mondiale, 69 millions d'enseignants et enseignantes supplémentaires sont actuellement nécessaires (24,5 millions dans le primaire et 44,3 millions dans le secondaire) pour rendre l'éducation universelle d'ici à 2030. C'est en Afrique subsaharienne que ce déficit est le plus important⁸⁴, et les besoins vont encore s'y accroître car les populations d'enfants d'âge scolaire continuent d'augmenter (voir [E/CN.9/2023/2](#)). Il est absolument nécessaire d'investir dans la formation, le recrutement et la rétention des enseignants au niveau national pour répondre à la demande, compte tenu notamment de l'insuffisance de l'aide publique au développement allouée à l'éducation (voir [E/CN.9/2023/4](#)).

50. Si les enseignants reçoivent une éducation médiocre, ils entrent dans la profession sans une connaissance suffisante des matières principales. Au Ghana, les enseignants en formation doivent passer un examen pendant leur première année pour démontrer leur connaissance des matières, avant de pouvoir poursuivre leur formation⁸⁵. Les pénuries de personnel font que des enseignants qualifiés sont affectés à l'enseignement de matières qui ne relèvent pas de leur domaine de compétence. Cela a des conséquences néfastes sur l'enseignement, notamment une forte dépendance à l'égard des manuels et des supports préparés et un manque de créativité en classe⁸⁶. Pour former les enseignants spécifiquement aux matières négligées, les États doivent mener une action volontariste ; ainsi, l'Irlande a mis en œuvre un programme de diplôme professionnel en mathématiques pour l'enseignement qui a

⁸⁰ Soo Boon Ng, *Exploring STEM Competences for the 21st Century*, In Progress Reflections, n° 30 (Bureau international d'éducation de l'UNESCO, 2019).

⁸¹ UNESCO, *Déchiffrer le code : l'éducation des filles et des femmes aux sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM)*, (Paris, 2017).

⁸² Voir www.unesco.org/fr/gender-equality/education/stem.

⁸³ Voir www.unesco.org/en/articles/unesco-inspires-girls-kenya-embrace-science-and-engineering-through-scientific-camps-excellence.

⁸⁴ UNESCO, « Transformer l'enseignement de l'intérieur : tendances actuelles en matière de statut et de développement du personnel enseignant, Journée mondiale des enseignant(e)s 2022 », 2022.

⁸⁵ UNESCO, *Enseigner et apprendre* (voir note de bas de page n° 23).

⁸⁶ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2022* (voir note de bas de page n° 6).

permis de réduire la part des cours de mathématiques assurés par des personnes non qualifiées dans ce domaine de 48 % à 25 % entre 2009 et 2019⁸⁷.

51. Ce sont les programmes de pédagogie structurée qui permettent d'obtenir les effets positifs les plus importants et les plus constants sur les résultats de l'apprentissage⁸⁸, les éléments clés étant les suivants : matériel pour les élèves ; plans de cours quotidiens ; formation du personnel enseignant ; soutien continu aux enseignants (accompagnement professionnel ou création de réseaux de praticiens)⁸⁹. Au Libéria, où un tiers des élèves de deuxième année ne savaient pas lire, le Gouvernement a mis en place un programme de formation des enseignants en cours d'emploi, suivi de deux années de soutien en classe. Ce programme a fait augmenter de 130 % les résultats en compréhension écrite des élèves des enseignants participants⁹⁰.

52. Il est possible de remédier aux pénuries d'enseignants qualifiés et de réduire les ratios élèves/enseignants trop élevés grâce à des mesures d'incitation volontaristes en faveur de la répartition des enseignants. Par exemple, la République de Corée affecte des enseignants hautement qualifiés et expérimentés aux zones défavorisées. Plus de trois quarts des enseignants des villages détiennent au moins un diplôme de premier cycle, contre 32 % dans les grandes villes, et 45 % ont plus de 20 ans d'expérience, contre 30 % dans les grandes villes. Il est possible d'encourager les enseignants à travailler dans des zones reculées ou défavorisées en leur accordant des indemnités, en réduisant la taille des classes ou le temps d'enseignement, en leur permettant de choisir leur lieu d'affectation suivant et en leur donnant des possibilités de promotion.

Réduire les obstacles sociaux

53. Les jeunes marginalisés, notamment ceux qui vivent dans des zones reculées telles que de petites îles, ceux qui vivent dans la pauvreté, les enfants handicapés, les enfants déplacés, migrants ou réfugiés, les jeunes autochtones et les jeunes issus de minorités désavantagées ont besoin de programmes d'éducation qui répondent à leurs besoins d'apprentissage particuliers (remise à niveau, cours de langue, soutien social ou culturel, etc.). La remise à niveau est un moyen important de combler le retard d'apprentissage des élèves qui n'ont pas reçu un enseignement adéquat ou qui proviennent d'un système éducatif différent. Les programmes de remise à niveau sont souvent rattachés à des établissements d'enseignement secondaire ou supérieur. Ils permettent d'évaluer les nouveaux élèves et de leur donner la possibilité de combler leurs lacunes d'apprentissage.

54. Dans bien des cas, les filles enceintes et les jeunes mères et pères ne sont pas en mesure de continuer de fréquenter l'école pour terminer leur scolarité. Au moins 30 pays de l'Union africaine disposent désormais de lois, de politiques ou de stratégies visant à protéger le droit à l'éducation des élèves enceintes et des mères adolescentes⁹¹. Depuis 2019, au moins cinq de ces pays ont révoqué des politiques restrictives ou discriminatoires ou adopté des lois ou des politiques qui permettent aux élèves enceintes et aux mères adolescentes de rester à l'école sous certaines conditions.

55. Le programme « Abriendo Oportunidades » (Ouvrir des possibilités) est mis en œuvre au Guatemala depuis près de deux décennies et a été étendu au Belize et au

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Snilstveit et autres, *Interventions for Improving the Access to Education* (voir note de bas de page n° 43).

⁸⁹ Benjamin Piper et autres, « Structured pedagogy: how-to guides and literature review », 2021.

⁹⁰ UNESCO, *Enseigner et apprendre* (voir note de bas de page n° 23).

⁹¹ Human Rights Watch, « Africa: rights progress for pregnant studies », 29 septembre 2021.

Mexique. Il forme des filles à la gestion d'associations locales de filles et crée des espaces sûrs dans des collectivités rurales, où les filles mayas âgées de 8 à 18 ans peuvent suivre une formation fondée sur les droits concernant les questions de genre, la santé sexuelle et reproductive et les compétences de la vie courante. Les filles bénéficiaires participent davantage aux activités scolaires et ont moins de grossesses précoces⁹².

56. Il est possible de favoriser la scolarisation des filles en dispensant des cours sur les menstruations à l'école ou dans la communauté et en fournissant des produits menstruels gratuits ou subventionnés. Ces mesures sont toutefois plus efficaces lorsqu'elles s'inscrivent dans des programmes d'éducation sexuelle complète qui s'attaquent à l'ensemble des obstacles psychosociaux et économiques à la santé menstruelle. En Afrique du Sud, le Gouvernement a approuvé en 2019 le cadre de mise en œuvre du programme « Sanitary Dignity », l'objectif étant de garantir aux filles et femmes pauvres l'accès à des produits sanitaires gratuits afin de préserver et de rétablir leur dignité.

57. On estime que 246 millions d'enfants et d'adolescents subissent chaque année des violences, y compris du harcèlement, à l'école ou à proximité. Les filles et les personnes perçues comme ne se conformant pas aux normes dominantes en matière de sexualité et de genre sont touchées de manière disproportionnée⁹³. Pour garantir des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs, l'UNESCO préconise une approche globale de la santé à l'école. Parmi les initiatives de sensibilisation dans ce domaine, on peut citer la Journée internationale contre la violence et le harcèlement en milieu scolaire, y compris le cyber-harcèlement, qui est célébrée le premier jeudi de novembre de chaque année. Il importe notamment de prendre les mesures suivantes : renforcer des cadres juridiques pour protéger les enfants et sanctionner les auteurs de violences ; sensibiliser les enseignants aux codes de conduite et aux sanctions prévues en cas de non-respect ; mettre en œuvre des politiques de tolérance zéro, des procédures de signalement et des moyens d'orienter les enfants concernés vers les services et conseils appropriés⁹⁴. Au Kenya, le Syndicat national des enseignants a collaboré avec la Commission des services d'enseignement, le Ministère de l'éducation et le Département de l'enfance pour élaborer un projet de loi visant à renforcer les procédures de signalement des violences et mauvais traitements infligés par des enseignants et à radier du corps enseignant les personnes reconnues coupables d'avoir commis des infractions sexuelles contre des élèves, plutôt que de les réaffecter à d'autres écoles. Différentes mesures sont possibles pour sanctionner les enseignants en cas de faute professionnelle, dont la suspension et l'interdiction d'enseigner.

Migrants

58. L'un des objectifs du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières consiste à garantir que les États parties reconnaissent le droit à l'éducation des migrants et des réfugiés dans leur législation et qu'ils le respectent dans la pratique. L'adoption de lois qui garantissent ces droits augmente la probabilité qu'ils soient respectés. Selon la Constitution et la loi sur l'éducation de la Fédération de Russie, tous les enfants ont droit à l'éducation. Les étrangers, y compris les personnes ayant le statut de réfugié et les apatrides, jouissent du droit à un enseignement public

⁹² Voir www.popcouncil.org/research/abriendo-oportunidades-opening-opportunities.

⁹³ Voir <https://fr.unesco.org/themes/violence-harcèlement-ecole>.

⁹⁴ UNESCO et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, *Lutte contre la violence de genre en milieu scolaire : orientations mondiales* (Paris et New York, 2016).

gratuit aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire général, au même titre que les nationaux⁹⁵.

59. Dans certains cas, il faut ajuster les lois et les politiques pour réduire la discrimination dans la pratique, étant donné que les écoles peuvent exiger des documents dont les migrants et les réfugiés ne disposent pas (certificats de naissance, diplômes, papiers d'identité, preuves de résidence, etc.). Il peut également être nécessaire d'adapter l'éducation aux migrants et aux réfugiés. L'Irlande, où les personnes immigrées représentaient 15 % de la population de moins de 15 ans en 2015, a défini une stratégie d'éducation interculturelle visant à favoriser l'acquisition de compétences linguistiques et culturelles⁹⁶. Les besoins des enfants qui sont issus de populations nomades ou pastorales ainsi que de ceux dont les parents migrent de façon saisonnière pour le travail peuvent être pris en compte grâce à des modalités d'admission souples, à l'adaptation de l'enseignement à la saisonnalité des modes de vie et à la création de pensionnats ou d'écoles mobiles. Au Kenya et en Somalie, les enseignants voyagent avec les nomades pour assurer l'enseignement. À Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan du Sud, les écoles de terrain pastorales dispensent des cours axés sur la gestion du bétail et l'atténuation des effets des changements climatiques. Pour répondre aux besoins des enfants réfugiés handicapés, il est possible de faire en sorte que les nouveaux camps de réfugiés permettent l'accès aux services existants dans les collectivités d'accueil ou les communautés de réfugiés. Par exemple, l'Association nationale des sourds d'Ouganda gère des écoles pour enfants malentendants près de deux camps de réfugiés.

L'éducation dans les situations de crise

60. Dans les populations touchées par une crise, l'éducation ne concerne pas seulement le droit d'apprendre : elle constitue un moyen de sauver des vies et de permettre la survie. Paradoxalement, malgré ses conséquences très importantes pour les enfants, les sociétés et les pays dans leur ensemble, l'éducation est souvent le premier service à être suspendu et le dernier à être rétabli en temps de crise, et elle est gravement sous-financée, recevant en moyenne moins de 3 % de l'aide humanitaire⁹⁷. Les pénuries de personnel empêchent les systèmes éducatifs de répondre aux nombreux besoins des enfants dans les situations d'urgence, tandis que le manque de données empêche l'ajustement des programmes. Selon le fonds mondial des Nations Unies pour l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée, Éducation sans délai, 222 millions d'enfants et d'adolescents touchés par une crise ont besoin d'un soutien éducatif dans le monde, et ce chiffre va croissant⁹⁸. Sur ce nombre, près de 120 millions d'enfants sont scolarisés mais n'atteignent pas le niveau de compétence minimal en mathématiques ou en lecture.

61. Les programmes du fonds Éducation sans délai répondent aux besoins éducatifs des enfants et des adolescents dans les situations d'urgence grâce à différents types d'aide adaptés au contexte, visant notamment à améliorer les espaces d'apprentissage, à former les enseignants, à distribuer du matériel pédagogique, à fournir des repas scolaires et à assurer un appui financier et un soutien psychosocial. Depuis 2018, le fonds a mobilisé 1 089 milliards de dollars et ses programmes ont bénéficié à 6,9 millions d'enfants réfugiés et déplacés et permis de former 84 000 enseignants

⁹⁵ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019 : Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs* (Paris, 2018).

⁹⁶ Ibid.

⁹⁷ Voir www.unicef.org/education/emergencies.

⁹⁸ Éducation sans délai, « Global estimates: number of crisis-affected children and adolescents in need of education support », juin 2022.

dans 41 pays touchés par des crises⁹⁹. L'UNICEF¹⁰⁰ et l'UNESCO¹⁰¹ aident les États à mettre en œuvre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et les Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés.

Éducation sanitaire

62. Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement a notamment pour objectifs d'étoffer et d'améliorer le contenu des programmes d'enseignement de manière à mieux faire comprendre les corrélations entre la population et le développement durable, les problèmes sanitaires, y compris la santé en matière de reproduction, et l'égalité des sexes et à accroître la responsabilité dans ces domaines, ainsi qu'à encourager les attitudes favorables à l'adoption d'un comportement responsable dans des domaines tels que l'environnement, la famille, la sexualité, la procréation et la sensibilisation aux questions de genre et au racisme¹⁰².

63. L'épidémie de VIH a donné un caractère d'urgence vitale à la promotion de l'éducation à la sexualité et aux questions de genre, et l'expérience dans les pays d'endémie montre combien il est utile pour la santé publique de diffuser des informations sur le VIH et les infections sexuellement transmissibles tout en abordant dans le même contexte les compétences de négociation, les rôles de genre et les risques correspondants, et le droit des jeunes femmes à l'autonomie corporelle¹⁰³.

64. Au fil des ans, différentes expressions ont servi à désigner ce type d'enseignement, à savoir notamment : éducation sanitaire, éducation à la santé et au bien-être, préparation à la vie familiale, enseignement de compétences de la vie courante, éducation à la santé sexuelle et reproductive, éducation à la sexualité et aux relations, éducation aux relations respectueuses, éducation sexuelle et éducation sexuelle complète. Nombre de ces expressions font ressortir qu'il importe de ne pas limiter les sujets traités à la santé reproductive, à la contraception et aux infections sexuellement transmissibles et d'aborder également des questions importantes telles que le genre et le pouvoir, les relations, la discrimination, les violences, le droit à l'autonomie corporelle, les habitudes de vie saines, la négociation et la consolidation de la paix.

65. Les titres et les contenus de cet enseignement diffèrent grandement d'un pays à l'autre, mais l'objectif essentiel consiste à développer les connaissances en matière de santé, les compétences de négociation, les valeurs et attitudes non discriminatoires et la capacité d'agir qui permettent aux jeunes de mener une vie saine et épanouie, de bâtir des relations respectueuses, de prendre des décisions éclairées et de s'épanouir dans des sociétés de plus en plus diverses qui évoluent rapidement. L'éducation à la sexualité contribue à retarder l'âge des premiers rapports sexuels, à réduire la fréquence des rapports sexuels non protégés et à accroître l'utilisation des moyens de contraception par les jeunes¹⁰⁴, ce qui a pour effets de réduire les grossesses chez les adolescentes et les grossesses non planifiées, de diminuer les risques d'infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH, et de faire évoluer les normes de genre

⁹⁹ Éducation sans délai, Main Results Dashboard, disponible à l'adresse www.educationcannotwait.org/impact-results/main-results-dashboard.

¹⁰⁰ Voir www.unicef.org/education/emergencies.

¹⁰¹ UNESCO, « Ce qu'il faut savoir sur l'éducation dans les situations d'urgence », 13 juin 2022.

¹⁰² Voir A/CONF.171/13/Rev.1.

¹⁰³ Abigail Harrison et autres, « HIV prevention for South African youth: which interventions work? A systematic review of current evidence », *BMC Public Health*, vol. 10, n° 102 (2010).

¹⁰⁴ UNESCO et autres, *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité* (voir note de bas de page n° 21).

discriminatoires. Elle doit être adaptée non seulement à l'âge et au stade de développement, mais également à la culture et au contexte. Les données disponibles montrent que, pour être d'une efficacité optimale, cet enseignement doit être basé sur une approche transformatrice en matière de genre¹⁰⁵, fondé sur les droits et complet¹⁰⁶, et intégrer des activités de formation qui aideront les enseignants et enseignantes à examiner leurs valeurs avant d'aborder des questions sensibles avec les élèves¹⁰⁷.

66. Ces dernières années, on a vu de plus en plus de pays élargir leurs programmes d'enseignement dans des domaines connexes. À l'aide de l'indicateur 5.6.2 relatif aux objectifs de développement durable, les gouvernements fournissent des informations sur leurs textes législatifs et réglementaires intéressant différentes composantes des soins de santé reproductive, notamment sur la mesure dans laquelle ces textes assurent une éducation sexuelle complète. D'après les informations les plus récentes communiquées par 148 États, 66 % de ces derniers ont mis en place les politiques ou les lois nécessaires pour faire de l'éducation sexuelle une composante obligatoire du programme scolaire national.

67. En 2021, 20 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe ont réaffirmé et élargi l'engagement commun pris en 2013 de promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents et se sont engagés à faire en sorte que 95 % des adolescents et des jeunes bénéficient d'ici à 2025 d'une éducation sexuelle de bonne qualité, adaptée à leur âge, culturellement pertinente et fondée sur des données probantes. Cet engagement vise à accroître la portée des programmes d'éducation sexuelle complète et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, de façon à réduire le nombre de grossesses non désirées et à mettre fin aux mariages d'enfants et aux violences de genre chez les jeunes de la région.

68. Le programme H, initiative d'éducation communautaire développée au Brésil pour promouvoir chez les jeunes hommes des attitudes et comportements équitables sur le plan du genre, a maintenant été mis en œuvre en Inde, en République-Unie de Tanzanie, en Croatie, au Viet Nam et dans des pays d'Amérique centrale. Dans ce cadre, des séances éducatives interactives sont organisées régulièrement à l'intention de petits groupes de garçons, parallèlement à des activités de sensibilisation et de marketing social axées sur les modes de vie et visant à faire évoluer les normes locales. Yaari-Dosti, la version indienne du programme, a produit des changements positifs appréciables, les bénéficiaires passant d'une attitude « peu équitable » en matière de genre à « modérément équitable » ou « très équitable ». Par rapport à des sites témoins, les habitants des localités rurales concernées communiquent plus que deux fois avec leurs partenaires au sujet de préservatifs, de rapports sexuels, d'infections sexuellement transmissibles et/ou du VIH, le taux d'utilisation du préservatif lors du dernier rapport sexuel a été multiplié par 1,9 dans les zones urbaines et par 2,8 dans les zones rurales, et les violences que les intéressés indiquent avoir commises contre leurs partenaires ont diminué de manière significative¹⁰⁸.

69. Les États doivent fournir aux jeunes des contenus en tenant compte de l'évolution des moyens par lesquels ces derniers se renseignent sur différents sujets

¹⁰⁵ FNUAP, *Gender Strategy* (2022). Les approches transformatrices en matière de genre sont définies comme étant celles qui visent à analyser les causes profondes des inégalités de genres et à agir pour : a) mettre au point des initiatives qui changent durablement les conditions qui sous-tendent ces causes profondes et b) promouvoir l'égalité des genres.

¹⁰⁶ UNESCO et autres, *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité* (voir note de bas de page n° 21).

¹⁰⁷ FNUAP, *Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Évaluation des programmes d'éducation complète à la sexualité : une approche centrée sur les résultats en matière d'égalité des genres et d'autonomisation* (voir note de bas de page n° 22).

¹⁰⁸ Ravi K. Verma et autres, « Promoting gender equity as a strategy to reduce HIV risk and gender-based violence among young men in India », 2008.

sensibles. Des ressources relatives à l'éducation sexuelle complète sont désormais largement disponibles en ligne, dans divers formats et langues, leur diffusion s'étant accélérée depuis le début de la pandémie de COVID-19. Des sites Web tels que amaze.org proposent un vaste répertoire de courtes vidéos animées qui sont traduites et adaptées pour pouvoir être utilisées localement par les ministères de l'éducation, les ONG et les systèmes scolaires du monde entier. En Inde, le Centre for Catalysing Change s'est associé à une application de rencontres qui compte 9 millions d'abonnés, qui peuvent ainsi accéder à des informations sur la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes dans un format divertissant et facile à comprendre. Les informations et les contenus concernant l'éducation sexuelle complète étant de plus en plus accessibles en ligne, il importe de plus en plus que les États s'acquittent de la responsabilité qui leur incombe de garantir la qualité des informations.

Éducation des adultes et apprentissage tout au long de la vie

70. Les recherches ont montré que le niveau d'instruction de la population, tous âges confondus, est le meilleur prédicteur de la croissance économique¹⁰⁹. Comme les individus vivent plus longtemps et en meilleure santé, nombre d'entre eux voudront travailler plus longtemps, ce qui offre aux pouvoirs publics, aux employeurs et aux citoyens l'occasion de repenser ce que signifie gagner de l'argent et apprendre tout au long de la vie¹¹⁰.

71. Le plus grand défi pour les programmes d'apprentissage et d'éducation destinés aux adultes consiste à atteindre les personnes qui en ont le plus besoin. Dans tous les pays, la participation est plus élevée chez les personnes qui disposent déjà d'une éducation solide et de revenus importants, et plus faible chez celles qui ont peu ou pas d'éducation (voir E/CN.9/2023/2). À l'échelle mondiale, plus de 770 millions d'adultes sont analphabètes, dont une majorité de femmes, et beaucoup d'autres sont dépourvus des compétences et des connaissances nécessaires pour répondre aux exigences du monde numérique du XXI^e siècle¹¹¹. Dans près de la moitié des pays, l'éducation et la formation tout au long de la vie représentent moins de 2 % des budgets de l'éducation¹¹².

72. Les centres d'apprentissage communautaires sont un moyen répandu de fournir des services éducatifs aux adultes. Ils proposent des cours d'alphabétisation et de postalphabétisation, des programmes à vocation professionnelle, des cours sur des thèmes culturels et des activités de loisir et des activités d'éducation de la deuxième chance, ainsi que des formations thématiques sur des questions allant de la santé aux compétences commerciales. Prévoyant que l'espérance de vie atteindrait un jour 100 ans, le Japon a élaboré en 2018 son troisième Plan fondamental pour la promotion de l'éducation, y compris la formation continue, et près de 15 000 centres dispensent désormais des cours dans ce cadre à l'échelle du pays. Les Gouvernements de Malaisie, des Philippines, de Singapour, de Thaïlande et du Viet Nam ont tous créé des systèmes d'apprentissage en ligne qui permettent de participer à des activités d'apprentissage formel et d'apprentissage sur le lieu de travail. La République de Corée a élaboré une grande plateforme de cours en ligne ouvert à toutes et à tous (K-MOOC) afin d'offrir du contenu éducatif fiable et de qualité aux personnes

¹⁰⁹ Wolfgang Lutz, Jesus Crespo Cuaresma et Warren Sanderson, « The demography of educational attainment and economic growth », *Science*, vol. 319, n° 5866 (février 2008).

¹¹⁰ Voir www.aarpinternational.org/initiatives/future-of-work/living-learning-and-earning-longer.

¹¹¹ UNESCO, « Droit à l'apprentissage tout au long de la vie : l'importance de l'éducation des adultes », 16 juin 2022.

¹¹² Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, *5th Global Report on Adult Learning and Education: Citizenship education – Empowering Adults for Change*, (Hambourg, 2022).

s'instruisant tout au long de la vie et aux demandeurs d'emploi, ainsi qu'aux jeunes et aux étudiants du supérieur¹¹³.

Les données nécessaires à une éducation universelle, inclusive et de qualité

73. Les politiques visant à réaliser l'objectif de développement durable n° 4 doivent se fonder sur des données fiables, actuelles et de qualité sur la population et l'éducation. Il est indispensable pour les pouvoirs publics de s'appuyer sur un système national de statistiques conjuguant recensements réguliers, enquêtes sur les ménages et systèmes pleinement fonctionnels de registres et de statistiques de l'état civil pour pouvoir anticiper la demande de services éducatifs et optimiser l'emplacement des infrastructures d'éducation, notamment des établissements scolaires, et la demande correspondante d'enseignants. Dans de nombreux pays, en particulier dans le monde du Sud, les systèmes de registres et de statistiques de l'état civil ne sont pas encore pleinement fonctionnels et nécessitent des investissements importants. Par exemple, on estime que 290 millions d'enfants de moins de 5 ans n'ont pas d'acte de naissance, ce qui les rend invisibles aux yeux des administrations publiques¹¹⁴. Malgré les progrès accomplis ces 20 dernières années, 41 % des pays (représentant 13 % de la population mondiale) n'ont mené aucune enquête auprès des ménages depuis 2014 pour produire des données ventilées sur les principaux indicateurs relatifs à l'éducation ; c'est dans la région de l'Afrique du Nord et de l'Asie de l'Ouest que ces données sont les plus rares.

74. Il est essentiel de s'appuyer sur des mesures normalisées des résultats de l'apprentissage pour suivre et comparer les progrès accomplis dans l'accroissement de la qualité de l'éducation au sein des pays et d'un pays à l'autre, de façon à aider les gouvernements à déterminer les améliorations nécessaires. Alors que les pays à revenu élevé prennent régulièrement part à des programmes de classement comparatif de la qualité de l'éducation fondés sur des enquêtes (par exemple le Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'Organisation de coopération et de développement économiques), qui représentent un moyen précieux de suivre les lacunes à combler et les progrès réalisés, très peu de pays en développement y participent à ce jour. Tous les États Membres gagneraient à ce que leurs élèves participent à de telles évaluations.

IV. Recommandations

75. **Conformément à l'ambition et aux valeurs fondant le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, les gouvernements et les partenaires de développement sont encouragés à prendre acte du rôle transformateur de l'éducation dans la perspective d'un développement social et économique durable et de la réalisation des objectifs de développement durable, et à faire les investissements nécessaires dans les infrastructures, la transition numérique et le développement du corps enseignant, afin de garantir que chaque enfant, indépendamment de sa situation et de son lieu de résidence, bénéficie de services d'éducation et de protection de la petite enfance et d'un enseignement primaire et secondaire de qualité.**

76. **Il convient de mobiliser des sources intérieures de financement pour combler les lacunes en matière d'infrastructures éducatives, de transition numérique et d'enseignement de qualité. Dans les pays les plus pauvres, l'aide publique et privée est une source de fonds supplémentaire qui devrait permettre**

¹¹³ Voir www.kmooc.kr/about.

¹¹⁴ Leah Selim, « What is birth registration and why does it matter? », UNICEF, 10 décembre 2019.

de financer les dépenses récurrentes de façon à garantir que les écoles disposent des installations et équipements essentiels et à renforcer le recrutement et la formation des enseignants ainsi qu'à améliorer leur répartition.

77. Les gouvernements sont encouragés à exploiter les données géoréférencées les plus récentes issues des recensements de la population pour identifier les zones où la scolarisation est faible et celles où la croissance démographique prévue rend nécessaire la construction de nouvelles écoles, ainsi que pour élaborer des plans d'investissement à long terme qui permettront de répondre aux besoins de tous les enfants d'âge scolaire dans les décennies à venir.

78. Les gouvernements sont encouragés à adopter des lois, politiques et programmes nationaux pour garantir l'accès universel à une éducation de qualité, au bénéfice des jeunes non scolarisés, des filles enceintes et des jeunes mères et pères, des élèves handicapés, des enfants autochtones et des enfants appartenant à des minorités, des enfants vivant dans des zones reculées ou ayant un mode de vie nomade, ainsi que des migrants, des réfugiés et des enfants déplacés par des crises.

79. Les gouvernements sont encouragés à rendre obligatoires et gratuits les services d'éducation et de protection de la petite enfance, de même que l'enseignement primaire et secondaire, à envisager de mettre en place des transferts monétaires assortis de conditions pour encourager la scolarisation dans les groupes de population les plus pauvres et pour promouvoir l'égalité des genres à l'école et, lorsque la scolarisation augmente, à faire les investissements correspondants dans les infrastructures, la transition numérique et la qualité de l'enseignement.

80. Les gouvernements sont encouragés à adopter des outils reconnus au niveau mondial pour suivre les résultats de l'apprentissage à tous les niveaux de la scolarité, et à s'appuyer sur les données en question pour prendre des mesures propres à améliorer les méthodes pédagogiques et la qualité de l'éducation, notamment en redistribuant les enseignants de manière à ne pas laisser de côté les personnes les plus défavorisées.

81. Les États Membres sont encouragés à investir dans des programmes visant à éliminer les obstacles socioculturels et pédagogiques à la participation aux filières des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, en accordant une attention particulière aux femmes et aux filles.

82. Les États membres sont invités à sensibiliser la population à la violence et au harcèlement en milieu scolaire, à célébrer la Journée internationale contre la violence et le harcèlement en milieu scolaire, y compris le cyber-harcèlement, à renforcer les cadres juridiques pour protéger les enfants et sanctionner les auteurs de violences, et à mettre en œuvre des politiques de tolérance zéro, des procédures de signalement et des moyens d'orienter les enfants concernés vers les services appropriés.

83. Les gouvernements sont encouragés à appliquer des stratégies qui ont fait leurs preuves pour diffuser les connaissances et les compétences nécessaires à l'adoption d'habitudes de vie saines, promouvoir les valeurs favorables à l'égalité des genres, à la non-discrimination et à l'établissement de relations saines et dispenser une éducation sexuelle complète, fondée sur les droits, adaptée à l'âge et compatible avec le stade d'évolution des capacités des jeunes, de façon à garantir que ces derniers soient conscients de leur droit à l'intégrité corporelle.

84. Les gouvernements sont encouragés à appliquer la Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes de l'UNESCO en offrant aux adultes de tous âges des possibilités d'apprentissage formel et informel afin de combler les lacunes de l'éducation reçue pendant l'enfance, d'accroître le degré d'alphabétisation et de maîtrise des moyens de communication numériques, et de leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences et de participer activement au monde du travail et à la vie de la communauté.
